



RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

L'ABC du DS



Guide d'apprentissage et d'accompagnement du RQDS

Mai 2022

RÉALISATION ET RÉDACTION



CENTRE DE RECHERCHE SOCIALE APPLIQUÉE

Marie Pier St-Louis

Lise St-Germain

RÉVISION LINGUISTIQUE

Denise Carbonneau

MISE EN PAGE

Monique Côté

CONTRIBUTION AU PROJET

Coordination

Marie-Pier St-Louis, Centre de recherche sociale appliquée (CRSA)

Monique Côté, Réseau québécois de développement social (RQDS)

Comité de suivi

Monique Côté, Réseau québécois de développement social (RQDS)

Hélène Guillemette, Réseau québécois de développement social (RQDS)

France Fradette, Administratrice

Violaine Guerin, Conseil Régional de Développement social des Laurentides (CRDSL)

Chantal Lalonde, Table des partenaires du développement social de Lanaudière (TPDSL)

David Tardif, Réseau québécois de développement social (RQDS)

Caroline Houle, Réseau québécois de développement social (RQDS)

Collaborateurs et collaboratrices à l'élaboration du contenu

Membres du Réseau québécois de développement social (RQDS)

REMERCIEMENTS

Nous remercions particulièrement tous les membres qui ont participé à la réflexion lors des colloques ou des comités de travail.

DROITS DE REPRODUCTION

© CRSA, 2022

Dépôt légal

ISBN 978-2-924046-67-8 (version numérique PDF)

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2022

Bibliothèque et Archives Canada, 2022

La reproduction et l'utilisation, en tout ou en partie de ce document, doivent en indiquer la source de la façon suivante :

St-Louis, Marie-Pier et Lise St-Germain. 2022. *ABC du développement social, Guide d'apprentissages et d'accompagnement du RQDS*. Réseau Québécois de développement social (RQDS) et Centre de recherche sociale appliquée (CRSA).

TABLE DES MATIÈRES

Mise en contexte	4
Le contenu de l'outil	5
Méthodologie	5
Les étapes de réalisation	6
Les fondements du développement social	6
Historique du RQDS	7
Qu'est-ce que le RQDS	8
Le RQDS et ses rôles	9
Conditions de réussite	11
Effets escomptés	11
Bibliographie	12
Annexe : La genèse du DS	17

Fiches

L'intersectorialité

La participation citoyenne

Le pouvoir d'agir

La mise en mouvement des connaissances

L'évaluation

MISE EN CONTEXTE

Le développement social se déploie dans un environnement en constante évolution avec des reconfigurations de structures qui amènent à revoir les rôles des différents acteurs et actrices. Dans un contexte de pandémie, les dernières années ont été particulièrement marquées par des défis de relève et l'arrivée de nouvelles coordinations. Le besoin de consolider les connaissances et les compétences du réseau pour soutenir le développement social des territoires est d'autant plus nécessaire. La pertinence d'affirmer ce qu'est le Réseau québécois de développement social (RQDS) et de s'assurer d'une compréhension commune des différents concepts liés au développement social est d'autant plus d'actualité.

Durant les dernières années, le RQDS a mené différentes démarches de consolidation des acquis : planification stratégique, exercice de positionnement, etc. Ces questions sont au cœur des réflexions :

- ◇ Qu'est-ce que le développement social et ses composantes pour le RQDS?
- ◇ Comment soutient-on ce développement?
- ◇ Qui doit soutenir le développement social?
- ◇ Comment interpellier et articuler les rôles tant aux paliers national, régional que local?

Le projet *L'ABC du développement social, Guide d'apprentissages et d'accompagnement du RQDS* vise à mettre à jour les connaissances sur le développement social sous l'angle des préoccupations des membres du RQDS. En 2010, la trousse *Ensemble, cultivons le développement social* a été produite à l'issue d'une recherche menée de 2007 à 2009 sur les pratiques de lutte contre la pauvreté par le développement social intégré. Cette trousse est toujours en demande, mais le contexte de l'action a significativement évolué depuis. Le Centre de recherche sociale appliquée (CRSA) a alors été approché pour mettre à jour cette trousse. Par ailleurs, aucune recherche n'a été réalisée dans le cadre de ce nouveau mandat. Cette mise à jour s'est faite différemment, principalement à partir de la documentation existante, d'ateliers de réflexion au sein des membres, appuyés par un contenu théorique.

Le projet comprend un outil de transfert de connaissances sur le développement social vu par le RQDS et des fiches permettant d'approfondir des principes d'action comme l'intersectorialité, la participation citoyenne, le pouvoir d'agir, la mise en mouvement des connaissances et l'évaluation.

PRINCIPES D'ACTION

Plus qu'un concept ou une thématique, les sujets qui sont développés dans les fiches sont des principes qui guident l'action des démarches en développement social.

LE CONTENU DE L'OUTIL

Ce document dresse un portrait du RQDS ; les éléments de définition et de fondation du développement social, l'historique du RQDS et les rôles des membres. Ce contenu provient principalement de la documentation produite par le réseau et de deux ateliers de réflexion tenus avec les membres. Un texte portant sur la genèse du développement social et du RQDS a été élaboré et placé en annexe. Des fiches de principes d'action ont aussi été produites et jointes au guide afin d'approfondir des thèmes jugés pertinents par les membres.

Les principes d'action approfondis sont :

Fiche 1 : L'action intersectorielle

Fiche 2 : La participation citoyenne

Fiche 3 : Le pouvoir d'agir

Fiche 4 : La mobilisation des connaissances

Fiche 5 : L'évaluation

MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE

La première étape a permis de recenser la documentation existante pertinente pour l'actualisation de la compréhension du développement social et des concepts clés qu'il mobilise, à partir des outils et des documents de référence déjà utilisés par le RQDS. Ces documents peuvent être des outils pratiques, des textes théoriques, des documents produits à l'interne ou par des membres (littérature grise). Plus de vingt documents ont été consultés et ciblés pour une analyse plus fine.

Cette recension a permis une première analyse qui fut le point de départ des discussions pour clarifier les besoins de contenu à approfondir pour tendre vers une compréhension commune du développement social, du RQDS et des rôles de chacun des paliers.

Des ateliers réflexifs ont eu lieu lors du colloque printanier de mai 2021 afin de valider l'organisation de la documentation faite par le CRSA. Lors de ce colloque, 25 représentants et représentantes ont participé à la réflexion provenant des 16 démarches [membres du RQDS](#). Des éléments ont été précisés et bonifiés. Des concepts à développer ont aussi été identifiés.

Entre le mois de mai et octobre 2021, des contenus ont été développés à l'aide d'une recension des écrits sur trois des thèmes identifiés (la genèse du RQDS, la participation citoyenne et l'intersectorialité). Lors du colloque d'automne, ceux-ci ont été présentés, bonifiés et validés par 30 représentants et représentantes. Durant cette rencontre, les membres ont souhaité avoir l'opportunité de contribuer plus activement au contenu. Une série de rencontres, portant chacune sur un sujet spécifique, ont eu lieu entre février et mai 2022.



LES ÉTAPES DE RÉALISATION

Graphique 1 : Chronologie de la réalisation du projet

CHRONOLOGIE				
Étapes	Hiver 2021	Printemps 2021	Automne 2021	Hiver /printemps 2022
Collecte, lecture et analyse de la documentation existante				
Ateliers réflexifs lors du colloque de mai 2021				
Recension des écrits et développement des contenus en lien avec des concepts identifiés				
Discussion autour des contenus lors du colloque octobre 2021				
Revisite des contenus et discussions lors d'ateliers thématiques				
Mise en forme du document et discussion sur les outils de transfert				

LES FONDEMENTS DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Plusieurs définitions du développement social cohabitent entre les membres du RQDS, autant dans les instances locales et régionales qu'au palier national. Par ailleurs, plusieurs composantes font généralement consensus dans les définitions proposées.

La finalité

- ◇ L'amélioration des conditions de vie et la réduction des inégalités sociales
- ◇ Le renforcement des capacités des personnes et des collectivités

Le processus

- ◇ L'action intersectorielle pour mettre à contribution l'ensemble des forces vives d'un territoire

Les membres ont opté pour une définition simple et rassembleuse lors du colloque de mai 2021.

DÉFINITION DU DS

Le développement social vise à améliorer les conditions de vie, favoriser l'inclusion sociale, réduire les inégalités et renforcer les potentiels individuels et collectifs grâce à la participation active et intersectorielle d'actrices et d'acteurs communautaires, institutionnels, étatiques ainsi qu'à l'engagement citoyen.

Celle-ci n'est pas en opposition avec les définitions que des membres ont pu adopter dans leurs instances respectives. Elles reflètent plutôt la richesse de la diversité des organisations qui sont membres du RQDS et qui contribuent au [développement social du Québec](#).

L'HISTORIQUE DU RQDS

En 2003, à la suite du Forum national sur le développement social et des forums régionaux et locaux de 1998, un comité s'organise. Celui-ci est formé des démarches en développement social des régions de la Mauricie, de Lanaudière et du Centre-du-Québec ainsi que du rédacteur en chef de la *Revue Développement social* réalisé par l'INSPQ. Ce comité a pour intention de réunir toutes les régions sous un seul et même réseau. En 2004, la [plateforme du Réseau québécois de développement social](#) est élaborée et adoptée. En 2022, celle-ci demeure l'outil de référence du RQDS.

Pour en savoir plus sur la genèse du développement social, consulter l'annexe à cet effet.

À l'automne 2005, le Réseau québécois de développement social (RQDS) devient légalement constitué sous la forme d'organisme à but non lucratif. Sa mission est de soutenir les membres et faire la promotion du développement social. De 2003 à 2009, les activités du RQDS et l'organisation des [rencontres bisannuelles](#) sont entièrement assumées par la présidence et quelques membres du CA. Un soutien financier de la *Revue Développement social* a permis l'embauche d'une chargée de projet afin d'organiser les rencontres bisannuelles.

La [ligne du temps](#) du RQDS fait valoir la contribution d'une multitude d'actrices et d'acteurs au développement social du Québec.

Le Réseau a engagé sa première coordonnatrice en 2009.

En 2010, le RQDS a été reconnu comme [l'interlocuteur privilégié du gouvernement québécois en matière de développement social](#).

Depuis, le RQDS réalise différentes activités, tout au long de l'année, et regroupe des membres qui représentent des instances régionales et locales, des actrices et acteurs municipaux et des partenaires institutionnels dans presque toutes les régions du Québec. Pour en savoir plus sur la composition du Réseau, visitez la [section Membres du RQDS](#).

CONSOLIDATION DES RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES

Les démarches de développement social ne reçoivent pas de financement récurrent. Le financement provient d'un maillage entre différentes sources, parfois publiques (Santé publique, Solidarité sociale, Emploi Québec, Conseil régional de développement (CRD)), d'autres fois philanthropiques (Centraide, Fondation Lucie et André Chagnon) et même privées (Caisse Desjardins).

Les démarches de développement social ont parfois été financées par le biais d'entente spécifique en développement social. C'est le cas, entre autres, de Lanaudière (2000), de la Mauricie (2002) et du Centre-du-Québec (2004).

QU'EST-CE QUE LE RQDS

Le Réseau québécois de développement social est un regroupement national de démarches intersectorielles en développement social.

Selon Verreault, Lussier et Bourque (2016), les démarches peuvent se déployer à différents paliers territoriaux.

- ◇ Le régional fait référence au modèle de la concertation à dominance régionale et se structure autour d'un projet à caractère régional.
- ◇ Le local fait référence au modèle de la concertation à dominance territoriale et se vit au niveau des municipalités, des arrondissements ou parfois des MRC.
- ◇ Le territoire vécu, quant à lui, peut être associé à des territoires administratifs (régional et local). Par ailleurs, ce sont tout d'abord des territoires qui ont du sens pour les actrices et acteurs engagés en développement social.

En 2022, les démarches peuvent être régionales, sous-régionales et locales.



UN RÉSEAU COMPOSÉ DE DÉMARCHES !



On nomme une démarche de « développement social le fait qu'un groupe d'organismes d'une région se regroupe sur une base intersectorielle, se mobilise ou se concertent dans le but d'améliorer ou de faire progresser les interventions régionales en réponse aux besoins formulés dans la région (ex. : réseautage, concertation, formation, soutien financier, recherches, développement d'indicateurs, etc.) » ([Plateforme, 2012](#))

La logique du territoire du RQDS peut se distinguer dans certaines régions de :



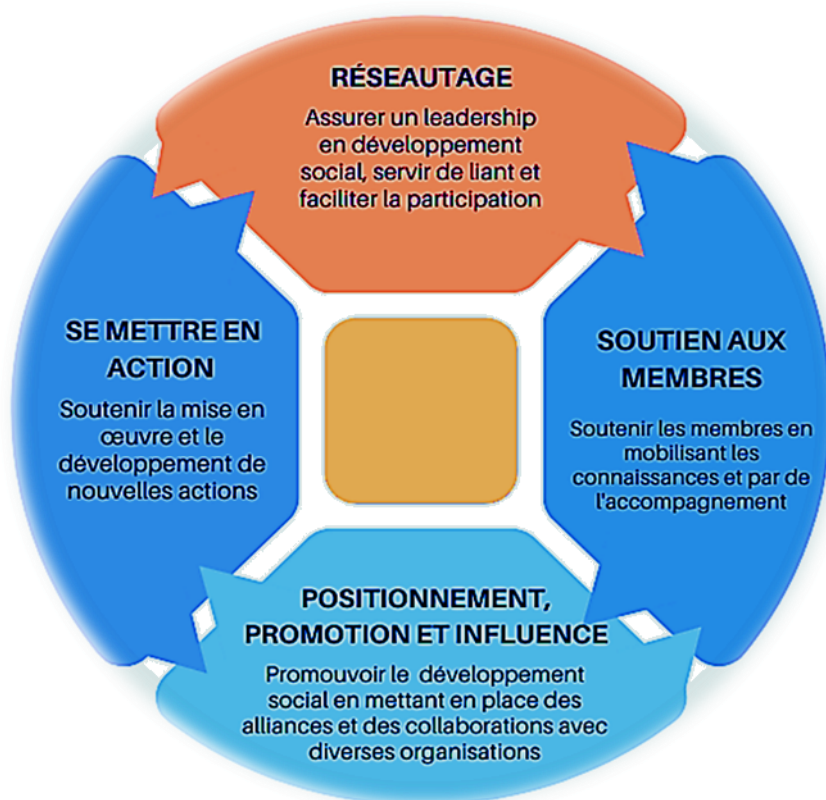
- ◇ La logique publique qui associe le territoire aux frontières administratives. Celle-ci est déterminante dans l'attribution du financement gouvernemental.
- ◇ La logique du territoire vécu qui réfère au territoire d'appartenance citoyenne. Cette logique territoriale peut différer de la logique administrative.
- ◇ Cette cohabitation de manière de vivre le territoire est déterminante dans la capacité des acteurs et actrices à se structurer et à mobiliser les ressources humaines et financières.

LE RQDS ET SES RÔLES

Les rôles du RQDS se déploient autour de quatre grands axes qui ont été validés lors du colloque d'octobre 2021. Un même acteur ou actrice peut agir à différents niveaux, soit au palier national lorsqu'il participe à des comités ou comme membre au palier régional et local. Ces rôles sont interreliés et se complètent. Ainsi, le réseautage renforcera la capacité de se mettre en action et le soutien aux membres favorisera, entre autres, un meilleur positionnement et augmentera la capacité d'influence des membres.

Pour en savoir plus sur comment se déploient les rôles entre les différents acteurs et actrices du développement social, [visiter la formation sur le leadership partagé de la Coopérative Niska](#) ou le cahier thématique de partage des connaissances sur le leadership que l'on retrouve dans l'outil *[Ensemble, cultivons le développement social](#)* (St-Germain, 2010).

Graphique 2 : Quatre grands rôles du réseau



RÉSEAUTAGE

Le RQDS rassemble des [démarches intersectorielles](#) de développement social qui adhèrent à la vision du RQDS.

Au niveau régional et local, les membres assurent un leadership en développement social, servent de liant et facilitent la participation d'organismes et de représentant.e.s de provenances privées, publiques, associatives et citoyennes, œuvrant dans divers secteurs d'activités.

Ce rôle de réseautage et de regroupement des forces vives en développement social permet d'ancrer la démarche intersectorielle sur le territoire et de créer un sentiment d'appartenance au RQDS. C'est également une pierre angulaire qui soutient le positionnement, la promotion et l'influence du réseau et consolide l'action.

LE RQDS ET SES RÔLES

SOUTIEN AUX MEMBRES

Le RQDS mobilise les connaissances autour d'une communauté de pratique afin de soutenir les membres sur un ensemble d'enjeux visant l'amélioration des conditions de vie individuelles et collectives des citoyens et citoyennes. Ce rôle consiste parfois à créer des espaces pour que les membres partagent leurs connaissances, leurs enjeux, leurs outils, et d'autres fois, à alimenter le réseau avec d'autres expertises. À cet effet, le RQDS fait une veille sur les enjeux en adoptant une approche différenciée selon les sexes et intersectionnelle de ceux-ci.

Autant au national qu'au régional, un soutien de formation et de perfectionnement est offert aux coordinations des démarches. La connaissance est un outil d'influence pour encourager des changements de pratique et pour renforcer la capacité des acteurs et actrices à agir en développement social.

Le RQDS soutient aussi les membres qui veulent développer une démarche ou qui ont des besoins (élaboration de plan d'action, plan de communication, etc.). Au niveau régional et local, ce soutien peut concerner les pratiques de concertation ou l'élaboration d'un plan d'action.

La portée du soutien offert dépend du leadership et de la légitimité du Réseau et se fait dans le respect et l'écoute des différentes actrices et acteurs impliqués.

POSITIONNEMENT, PROMOTION ET INFLUENCE

Le RQDS promeut le développement social aux échelles locales, régionales et nationales en développant des alliances et des collaborations avec diverses organisations dans le but d'atteindre la finalité du développement social, soit :

Le rôle de positionnement, promotion et influence est plus présent et essentiel depuis la fermeture des Conférences régionales des élus (CRE).

- ◇ L'amélioration des conditions de vie et de réduction des inégalités sociales
- ◇ Le renforcement des capacités des personnes et des collectivités

Ce rôle repose sur l'engagement à l'interne des membres et sur l'intention de ceux-ci de faire connaître le réseau à des actrices et acteurs d'influence ou décisionnels.

Au niveau régional et local, les membres promeuvent, soutiennent et mettent en valeur les politiques, les mesures et les initiatives en développement social afin d'influencer des actrices et acteurs d'influence ou décisionnels.

Dans ce rôle de positionnement, de promotion et d'influence, l'autonomie des différents paliers doit être respectée prioritairement.

SE METTRE EN ACTION

À tous les niveaux, les membres soutiennent l'identification d'enjeux et la cohérence des actions par le biais de la communauté de pratique et la mise en mouvement des connaissances. Ils documentent ce qui se fait, transmettent de l'information et soutiennent une vision globale du développement social. Ils portent également des projets collectifs.

LES CONDITIONS DE RÉUSSITE

L'INTERSECTIONNALITÉ

Concept qui permet d'appréhender une situation ou un enjeu dans sa complexité et selon une approche intégrée en décloisonnant les différents systèmes d'oppression qu'une même personne peut vivre.

A cet effet, l'intersection des variables peut renforcer les inégalités ou en faire naître de nouvelles. C'est pour cette raison que l'on tient compte de toutes les variables pour bien décrire la situation des personnes.

L'ADS +

Méthode d'analyse qui sert à évaluer les répercussions éventuelles de politiques, de programmes ou d'initiatives sur des femmes et des hommes d'horizons divers, en tenant compte du genre et d'autres facteurs identitaires (tels que l'âge, la langue, l'orientation sexuelle, la scolarité, les handicaps, la géographie, la culture, l'origine ethnique et le revenu).

Certaines conditions sont reconnues, lorsqu'elles sont mises en place, comme étant favorables à la réussite d'une démarche en développement social. La plateforme, créée en 2012, mentionne des conditions de réussite. Lors de l'exercice de réflexion réalisé avec les membres en 2021, celles-ci ont été revues.

- ◇ Une concertation intersectorielle : Mise sur une concertation efficiente où les différents acteurs et actrices provenant de tous les secteurs concernés par le développement social travaillent conjointement pour favoriser le développement du territoire.
- ◇ Un leadership partagé : Reconnait l'apport et le rôle des différentes instances de tous les paliers. Clarifie les rôles de chacune et améliore des mécanismes de collaboration afin de se soutenir et d'être complémentaire. Ceci implique une collaboration avec les instances gouvernementales, incluant les élu.e.s.
- ◇ Une coordination et des ressources suffisantes : Assure un financement adéquat permettant d'avoir une coordination et une structure de concertation offrant aux membres la capacité d'agir.

L'optimisation des conditions de réussite pourrait s'actualiser par :

Une planification intégrée et une gouvernance partagée : Assimile une vision globale des enjeux et du territoire lors de planifications en cohérence avec les différentes actrices et acteurs concernés.

EFFETS ESComPTÉS

Le déploiement du RQDS vise à engendrer des effets autant sur le plan des processus (mise en place, structuration et déploiement du réseau de partenaires en développement social) que sur le plan des conditions de vie des personnes. Par ailleurs, les démarches ont souvent plus d'impact direct et à court terme sur la structuration du milieu et les processus, même si elles agissent ultimement sur les conditions de vie et les inégalités sociales. Pour en savoir plus, consultez la fiche Principe d'action : L'évaluation.

BIBLIOGRAPHIE

- Réseau québécois de développement social. 2012. « Plateforme du RQDS ». [En ligne]. Récupéré au [Microsoft Word - RQDS Plate-forme nationale.FEV.2013.doc](#) (Consulté le 1 avril 2022)
- Secrétaire à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales. 2013. « Le développement social au cœur de l'action gouvernementale ». [En ligne]. *Bulletin d'information sur la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière d'action communautaire du Québec*, Volume 8, Numéro 1. Récupéré à [Bulletin d'information sur la politique gouvernementale](#) (Consulté le 1 avril 2022)
- St-Germain, Ulysse et Lesemann. 2010. *Ensemble, cultivons le développement social!* Réseau québécois de développement social (RQDS)
- St-Germain, Ulysse et Lesemann. 2007. « Pratiques et initiatives de lutte contre la pauvreté par le développement social intégré au Québec ». *Revue Développement social*
- Verreault, Lussier et Bourque. 2016. *La concertation régionale en développement social au Québec à la fin de 2015*. Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire (CRCOC), Université du Québec en Outaouais, Gatineau, Cahier no. 16-01

PRINCIPE D'ACTION : L'INTERSECTORIALITÉ

- Bilodeau, Parent et Potvin. 2019. *Les collaborations intersectorielles et l'action en partenariat, comment ça marche*. [En ligne]. Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé (CACIS). Récupéré à http://chairecacis.org/fichiers/intersectorialite_partenariat_2019.pdf (Consulté le 1 avril 2022)
- Bourque. 2014. *Intersectorialité et approche territoriale*, présentation powerpoint du 7 mai 2014. [En ligne]. Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire. Récupéré à <https://slideplayer.fr/slide/3332560/> (Consulté le 1 avril 2022)
- Bourque. 2009. « Transformation du réseau public de services sociaux et impact sur les pratiques des intervenants sociaux au Québec ». *Cahier de la CRCOC*, no 0907, Université du Québec en Outaouais
- Divay et al. 2019. *Le management municipal, Un gouvernement de proximité*. Presse de l'Université du Québec
- Divay dans Forum régional sur le développement social de l'île de Montréal. 2007. *Les approches intégrées en développement social urbain : enjeux et défis*. Actes du colloque de 2005
- Divay et al. 2004. *Projet pilote de revitalisation urbaine intégrée Démarche d'évaluation*. Rapport, septembre
- Forum régional sur le développement social de l'île de Montréal. 2007. *Les approches intégrées en développement social urbain : enjeux et défis*. Actes du colloque de 2015, 91 p.
- Organisation mondiale de la Santé (OMS). 1999. Glossaire de la promotion de la santé, 25 p.
- White, Jobin, McCann et Morin. 2002. *Pour sortir des sentiers battus : L'action intersectorielle en santé mentale*. Sainte-Foy, QC : Publications du Québec.

PRINCIPE D'ACTION : LA PARTICIPATION CITOYENNE

- Institut du nouveau monde. *La participation citoyenne*. [En ligne]. Récupéré à <https://inm.qc.ca/participation-citoyenne/> (Consulté le 1 avril 2022)
- Lemieux. 2004. *La participation citoyenne des jeunes Québécois issus de l'immigration et des minorités visibles*. Université du Québec à Trois-Rivières
- Mercier, Bourque et la collaboration de St-Germain. 2009. réédition 2020. *Participation citoyenne et*

BIBLIOGRAPHIE

développement des communautés au Québec : enjeux, défis et conditions d'actualisation. [En ligne]. ARUC-ISDC, Rapport réalisé à la suite d'un séminaire. Récupéré à <https://croc.co/> (Consulté le 1 avril 2022)

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. *Grands dossiers - Alliances pour la solidarité*. [En ligne]. Récupéré à <https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/alliances/index.asp> (Consulté le 1 avril 2022)

Thibault, Lequin, Tremblay. 2001. *Cadre de référence de la participation publique*. Groupe de travail sur la qualité de la participation, 26 p.

Tremblay. 2009. « La participation citoyenne, l'engagement civique et l'efficacité politique de personnes membres de comités des usagers ou d'associations ». *Recherches en communication*, 32, p. 119-133.

PRINCIPE D'ACTION : LE POUVOIR D'AGIR

Bacqué et Biewener. 2013. *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?*. La découverte

Deslauriers. 2007. *Cadre de référence sur l'appropriation du pouvoir d'agir personnel et collectif*. Centre d'étude et de recherche en intervention sociale (CÉRIS). Université du Québec en Outaouais, Série Pratiques sociales, no 15

Foisy. 2017. *CADRE DE PRATIQUE Une approche d'appropriation du pouvoir d'agir personnel et collectif*. CRCOC. Cahier no 17-02

Laboratoire de recherche sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités. Récupéré à [Laboratoire sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités \(ulaval.ca\)](http://Laboratoire sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités (ulaval.ca)) (Consulté le 1 avril 2022)

Le Bossé. 2016a. *Soutenir sans prescrire. Aperçu synoptique de l'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités*. Québec, Éditions Ardis.

Le Bossé. 2016b. *Développement du pouvoir d'agir et pas proximal*. [En ligne]. Récupéré à <https://www.youtube.com/watch?v=zclLB5uUc8g> (Consulté le 1 avril 2022)

Le Bossé, Bilodeau, Chamberland et Martineau. 2009. « Développer le pouvoir d'agir des personnes et des collectivités : Quelques enjeux relatifs à l'identité professionnelle et à la formation des praticiens du social ». *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 21, n° 2, p. 174-190.

Le Bossé, Chamberland, Bilodeau et Bourassa. 2007. « Formation à l'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités (DPA): étude des modalités optimales de supervision ». *Revue travailler le Social*, p.38-40, p. 133-157.

Le Bossé, Gaudreau, Arteau, Deschamps et Vandette. 2002. « L'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir : Aperçu de ses fondements et de son application ». *Canadian Journal of Counselling/Revue canadienne de counseling* 2002, Vol. 36:3, p. 180-193

Lemay. 2007. « L'intervention en soutien à l'empowerment. Du discours à la réalité. La question occultée du pouvoir entre acteurs au sein des pratiques d'aide ». *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 20, n° 1, p. 165-211.

Ninacs. 2008. *Empowerment et Intervention : Développement de la capacité d'agir et de la solidarité*. Presse de l'Université Laval.

Racine. 2010. *La mobilisation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion à travers des organismes communautaires québécois*. Thèse de doctorat, Université de Montréal.

BIBLIOGRAPHIE

PRINCIPE D'ACTION : LA MISE EN MOUVEMENT DES CONNAISSANCES

- Centre St-Pierre. « Transfert et partage des savoirs en milieu communautaire, Pérennité et renouvellement » [En ligne]. Récupéré à https://www.centrestpierre.org/media/files/Documents/Boite%20a%20outils/rapport_synthese_2013_v06.pdf (Consulté le 1 avril 2022)
- Chaire McConnell, Université de Montréal. « Myriagone ». [En ligne]. Récupéré à <https://www.myriagone.ca/> (Consulté le 1 avril 2022)
- Contandriopolous. 2012. « Some Thoughts on the Field of KTE Réflexion sur l'échange et le transfert de connaissances », *Healthcare policy*, vol.7, no 3, p. 29-37
- Équipe de recherche en partenariat RENARD [En ligne]. Récupéré à <https://www.equiperenard.org/> (Consulté le 1 avril 2022)
- Institut du savoir sur la santé mentale et les dépendances chez les enfants et les jeunes. « Une trousse d'outils pour la mobilisation des connaissances ». [En ligne]. Récupéré à <http://www.troussemdec.ca/qu-est-ce-que-la-mobilisation-des-connaissances> , (Consulté le 1 avril 2022)
- Lemire, Souffrez et Laurendeau. 2009. *Animer un processus de transfert des connaissances, : bilan des connaissances et outil d'animation*. Institut national de santé publique du Québec (INSPQ).
- Le Boterf. 2011. *Construire les compétences individuelles et collectives*. Édition organisation.
- Université de Montréal. « Mobilisation des connaissances ». [En ligne]. Récupéré à <https://recherche.umontreal.ca/services-aux-chercheurs/mobilisation-des-connaissances/> (Consulté le 1 avril 2022)
- Wenger. 2005. *La théorie des communautés de pratique: apprentissage, sens et identité*. Québec: Les Presses de l'Université Laval.

PRINCIPE D'ACTION : L'ÉVALUATION

- Binhas. 2007. *Comment mener une étude de A à Z. Guide méthodologique à l'intention des regroupements, associations, fédérations, entreprises et organismes du secteur de l'économie sociale et de l'action communautaire*. CSMO-ÉSAC.
- Centre de formation populaire (CFP) – Le site *Évalpop* [En ligne]. Récupéré à <https://evalpop.com/les-resultats-des-organismes/> (Consulté le 1 avril 2022)
- Centre d'innovation en santé mentale sur les campus. « Une trousse d'outils d'évaluation ». [En ligne]. Récupéré à <https://campusmentalhealth.ca/wp-content/uploads/2018/05/CICMH-Evaluation-Toolkit-fr.pdf> (Consulté le 1 avril 2022)
- Centre for Innovation in Campus Mental Health. 2018. *Trousse d'outils d'évaluation*. [En ligne]. Récupéré à <https://campusmentalhealth.ca/wp-content/uploads/2018/05/CICMH-Evaluation-Toolkit-fr.pdf> (Consulté le 1 avril 2022)
- Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé (CACIS). « *Outil d'appréciation des effets de l'action intersectorielle locale* ». [En ligne]. *Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé (CACIS)*. Récupéré à <https://chairecacis-outilinteractif.org> (Consulté le 1 avril 2022)
- Communagir – « Une évaluation utile et mobilisatrice, est-ce possible? ». [En ligne]. Un *guide* pour outiller avant d'entreprendre une démarche d'évaluation dans un contexte collectif. Récupéré à https://communagir.org/medias/2018/04/groupe_travail_reperes_Evaluation.pdf (Consulté le 1 avril 2022)

BIBLIOGRAPHIE

- CRSA, TCMFM, CFCM et le Consortium de développement social de la Mauricie. « *Boîte à outils* ». [En ligne]. Récupéré à <https://boiteaoutilsmauricie.org/partir-du-bon-pied/renforcer-son-projet-avec-lads/?i=1> (Consulté le 1 avril 2022)
- Gaudreau et Lacelle. 1999. *Manuel d'évaluation participative et négociée*. Service aux collectivités, UQAM
- Meunier et Michaud. 2018. *Une évaluation utile et mobilisatrice, est-ce possible?*. [En ligne]. Communagir. Récupéré à https://communagir.org/medias/2018/04/groupe_travail_reperes_Evaluation.pdf (Consulté le 1 avril 2022)
- NISKA. *Comment mesurer la contribution sociale de nos actions*. La formation sur la mesure d'Impact et le webinaire [En ligne]. Récupéré à <https://niska.coop/formations/impact-social/> (Consulté le 1 avril 2022)
- Noël et Raîche. 2012. *Pour mettre vos actions en valeur. La boîte à outils qui vous guide jusqu'au rapport d'activités*. [En ligne]. Centre St-Pierre. Récupéré à https://www.centrestpierre.org/media/files/Documents/Boite%20a%20outils/CSP_BAO_PMVAEV_V2_2012_WEB.pdf (Consulté le 1 avril 2022)
- Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS) – « Évaluation et mesure d'impact en économie sociale ». Le site sur *l'Impact social* [En ligne]. Récupéré à <https://tiess.ca/evaluation-et-mesure-dimpact-en-economie-sociale/> (Consulté le 1 avril 2022)

PRINCIPE D'ACTION : L'ÉVALUATION

- Binhas. 2007. *Comment mener une étude de A à Z. Guide méthodologique à l'intention des regroupements, associations, fédérations, entreprises et organismes du secteur de l'économie sociale et de l'action communautaire*. CSMO-ÉSAC.
- Centre de formation populaire (CFP) – Le site *Évalpop* [En ligne]. Récupéré à <https://evalpop.com/les-resultats-des-organismes/> (Consulté le 1 avril 2022)
- Centre d'innovation en santé mentale sur les campus. « Une trousse *d'outils d'évaluation* ». [En ligne]. Récupéré à <https://campusmentalhealth.ca/wp-content/uploads/2018/05/CICMH-Evaluation-Toolkit-fr.pdf> (Consulté le 1 avril 2022)
- Centre for Innovation in Campus Mental Health. 2018. *Trousse d'outils d'évaluation*. [En ligne]. Récupéré à <https://campusmentalhealth.ca/wp-content/uploads/2018/05/CICMH-Evaluation-Toolkit-fr.pdf> (Consulté le 1 avril 2022)
- Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé (CACIS). « *Outil d'appréciation des effets de l'action intersectorielle locale* ». [En ligne]. *Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé (CACIS)*. Récupéré à <https://chairecacis-outilinteractif.org> (Consulté le 1 avril 2022)
- Communagir – « Une évaluation utile et mobilisatrice, est-ce possible? ». [En ligne]. Un *guide* pour outiller avant d'entreprendre une démarche d'évaluation dans un contexte collectif. Récupéré à https://communagir.org/medias/2018/04/groupe_travail_reperes_Evaluation.pdf (Consulté le 1 avril 2022)
- CRSA, TCMFM, CFCM et le Consortium de développement social de la Mauricie. « *Boîte à outils* ». [En ligne]. Récupéré à <https://boiteaoutilsmauricie.org/partir-du-bon-pied/renforcer-son-projet-avec-lads/?i=1> (Consulté le 1 avril 2022)
- Gaudreau et Lacelle. 1999. *Manuel d'évaluation participative et négociée*. Service aux collectivités, UQAM
- Meunier et Michaud. 2018. *Une évaluation utile et mobilisatrice, est-ce possible?*. [En ligne]. Communagir. Récupéré à https://communagir.org/medias/2018/04/groupe_travail_reperes_Evaluation.pdf (Consulté le 1 avril 2022)

BIBLIOGRAPHIE

- NISKA. *Comment mesurer la contribution sociale de nos actions*. La formation sur la mesure d'Impact et le webinaire [En ligne]. Récupéré à <https://niska.coop/formations/impact-social/> (Consulté le 1 avril 2022)
- Noël et Raîche. 2012. *Pour mettre vos actions en valeur. La boîte à outils qui vous guide jusqu'au rapport d'activités*. [En ligne]. Centre St-Pierre. Récupéré à https://www.centrestpierre.org/media/files/Documents/Boite%20a%20outils/CSP_BAO_PMVAEV_V2_2012_WEB.pdf (Consulté le 1 avril 2022)
- Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS) – « Évaluation et mesure d'impact en économie sociale ». Le site sur [l'Impact social](https://tiess.ca/evaluation-et-mesure-dimpact-en-economie-sociale/) [En ligne]. Récupéré à <https://tiess.ca/evaluation-et-mesure-dimpact-en-economie-sociale/> (Consulté le 1 avril 2022)

ANNEXE: LA GENÈSE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

La [Charte d'Ottawa](#), élaborée en 1986 lors de la Conférence internationale pour la promotion de la santé, est souvent identifiée comme un moment charnière qui a reconnu l'action intersectorielle comme stratégie pour favoriser l'amélioration des conditions de vie des personnes, un principe important du développement social. Lors de cette conférence, il est mis « de l'avant que le maintien et l'amélioration de la santé de la population passent par l'association de différents secteurs de la société (santé, scolaire, municipal, communautaire, etc.), de sorte à agir sur des déterminants sociaux de la santé tels que l'éducation, le logement, l'emploi, le revenu, etc. L'action intersectorielle est ainsi promue comme stratégie d'action à mettre en place à toutes les échelles d'intervention, du central au local » (Potvin et Bilodeau, 2018, p.1).

Le développement social, comme concept, s'est déployé principalement à partir de 1995 avec le [Sommet mondial du développement social de Copenhague](#). Celui-ci avait comme objectif de consolider les principes du développement durable dont le développement social est un des piliers.

Dans les années 90, plusieurs initiatives à grandes et petites échelles voient le jour au Québec s'appuyant sur la conviction qu'il est possible de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des personnes en soutenant le développement du territoire. En octobre 1995, le Conseil de la santé et du bien-être se voit confier par le ministre de la Santé et des Services sociaux, monsieur Jean Rochon, l'organisation d'un [forum sur le développement social](#). Cette intention s'inscrit dans une mouvance où plusieurs acteurs sociaux s'organisent aux niveaux local et régional pour agir sur les problèmes et les enjeux sociaux (Conseil de la santé et du bien-être, 1998).

C'est ainsi que le premier Forum national sur le développement social, qui s'est tenu en avril 1998, a été précédé par une série de forums régionaux et locaux en 1997-1998. Seize régions du Québec ont emboité le pas et ont tenu un évènement sur le développement social. En prélude de ces évènements, pas moins de 70 forums locaux ont eu lieu dans autant de MRC, villes ou quartiers. Que ce soit lors d'une consultation, d'une journée de sensibilisation ou d'un forum local, régional ou national, près de 8 000 personnes ont ainsi pris part à cette démarche qui a fait émerger une vision commune et partagée en matière de développement social.



ANNEXE: LA GENÈSE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Des ententes spécifiques ont vu le jour en Maurice, au Centre-du-Québec et dans Lanaudière octroyant aux Conseil régionaux en développement social un soutien pour le développement social territorial. Une entente spécifique est un partenariat gouvernement-région qui associe une organisation avec différentes instances gouvernementales pour la mise en œuvre de mesures, d'interventions ou d'activités en octroyant un financement permettant de réaliser les priorités régionales. Plusieurs démarches de développement social ont porté des ententes spécifiques au fil des années.

Pendant que les régions s'organisent, le gouvernement du Québec adopte en 2001 la loi 112 contre la pauvreté et lance un premier plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en 2004 en proposant de soutenir des démarches de mobilisation et des projets d'intervention dans le cadre de l'Approche territoriale intégrée (ATI) des régions pilotes.

CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLU.E.S

En 2003, nous assistons à la création des conférences régionales des élu.e.s. Celles-ci avaient pour principale mission de conseiller le gouvernement sur les enjeux de leur région respective et d'implanter les programmes qui leur étaient confiés par ce dernier. À ce titre, elles agissaient donc en tant qu'interlocutrices et mandataires privilégiées. Elles ont, entre autres, occupé le rôle de coordination ou de gestionnaire des ententes spécifiques en développement social. Elles ont aussi coordonné la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) qui a soutenu la mise en œuvre des Alliances pour la solidarité et des projets en découlant.

Le rapport de recherche *Le rôle de la concertation intersectorielle, de la participation citoyenne et de l'action collective pour soutenir le développement des communautés et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion* ([Lesemann, St-Germain, St-Louis et Fordin, 2014](#)) explique bien comment les rôles et responsabilités s'articulaient, durant cette période, entre les CRÉ et les acteurs et actrices du développement social dans cinq régions du Québec (Lanaudière, Laurentides, Centre-du-Québec, Mauricie, Bas-St-Laurent). Elles ont été dissoutes à la [sanction de la Loi](#), le 21 avril 2015.

La déstructuration des CRÉ a eu un impact important sur l'organisation du développement social dans les régions, surtout pour celles dont la structure de concertation régionale était rattachée aux CRÉ. Depuis, nous assistons à une reconfiguration des modèles régionaux et des liens avec le niveau local. [Verreault, Lussier et Bourque \(2016\)](#) ont produit un document qui présente un état de situation de la concertation régionale en développement social au Québec à la fin de 2015 lors de l'abolition des CRÉ.



ANNEXE :

LA GENÈSE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

LES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

En 2017, un nouveau [Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale \(PAGIEPS 2017-2023\)](#) se déploie, et dans ce cadre, la relance des [Alliances pour la solidarité](#) du PAGIEPS par la mesure 11. Dans ce contexte, il se développe différents projets en développement social au Québec. Les fonds provenant du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) sont administrés par :

- ◇ La Ville de Montréal (pour la ville de Montréal) ;
- ◇ Des tables régionales de lutte contre la pauvreté créées ou désignées par les éluEs des régions du Québec ;
- ◇ Les instances autochtones qui ont instauré une mobilisation en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans le cadre des dernières Alliances pour la solidarité, soit
 - l'Administration régionale Kativik,
 - le Gouvernement de la Nation Crie,
 - la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador.

Cette configuration octroie un rôle important de gestion du Fonds aux MRC. Dans certaines régions, les démarches de développement social en place seront désignées comme mandataires de l'Alliance et dans d'autres, les tables des préfets décideront de jouer ce rôle en collaboration ou non avec les démarches de développement social issues du grand mouvement implanté par le Forum de 1998.

LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL AUJOURD'HUI



Aujourd'hui, le développement social au Québec s'articule autour d'actrices et d'acteurs de différents secteurs qui partagent le désir de contribuer à l'amélioration des conditions de vie en travaillant ensemble afin de favoriser l'inclusion sociale et renforcer les potentiels individuels et collectifs. Ceux-ci se regroupent autour de projets et de démarches en développement social. Pour mieux comprendre comment se déploie le développement social au Québec, il est possible de visionner la vidéo :

[Le développement social : Au cœur de notre Quotidien.](#)